

REPUBLIQUE TUNISIENNE

**CODE DE LA SECURITE
ET DE LA PREVENTION
DES RISQUES D'INCENDIE,
D'EXPLOSION ET DE PANIQUE
DANS LES BATIMENTS
ET SES TEXTES D'APPLICATION**

2015

Publications de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

Loi n° 2009-11 du 2 mars 2009, portant promulgation du code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments⁽¹⁾.

Au nom du peuple,

La chambre des députés et la chambre des conseillers ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier.- Sont réunies sous le nom de « code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments », conformément au texte annexé à la présente loi, les dispositions relatives aux règles et mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments.

Article 2.- Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires aux dispositions du présent code et notamment l'arrêté du 12 janvier 1942 portant réglementation des théâtres et établissements de spectacles et d'auditions.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 2 mars 2009.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 17 février 2009.

Discussion et adoption par la chambre des conseillers dans sa séance du 26 février 2009.

CODE DE LA SECURITE ET DE LA PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE, D'EXPLOSION ET DE PANIQUE DANS LES BATIMENTS

Titre premier

Dispositions générales

Article premier.- Le présent code détermine les règles et mesures relatives à la sécurité et à la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments, tels que définis dans l'article 2 du présent code, leurs dépendances et annexes, ainsi qu'aux modifications qui y sont apportées ou à l'activité qui y est exercée.

Article 2.- Au sens du présent code, les termes qui suivent désignent :

- Bâtiment : les constructions fixes et les espaces et installations amovibles ou provisoires, recevant du public ou les constructions à hauteur élevée ou celles à usage d'habitation ou abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
- Règlements de sécurité : les règles et mesures de prévention et de précaution devant être appliquées pour la protection des différents types de bâtiments contre les risques d'incendie, d'explosion et de panique.
- Dossier de sécurité : le dossier soumis aux services de la protection civile contenant les données permettant de s'assurer que les conditions de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique prévues par les règlements de sécurité sont remplies.
- Eléments de construction : l'ensemble des principaux composants du bâtiment tels que les poteaux, plafonds, planchers, murs

intérieurs et extérieurs, portes, fenêtres et les conduites réservées aux réseaux techniques du bâtiment.

- Sas : espace fermé à l'intérieur du bâtiment possédant des caractéristiques techniques se rapportant à la longueur, l'hauteur, la superficie et à l'isolement du feu, de la fumée et de la chaleur.
- Réseaux techniques : les réseaux installés dans le bâtiment relatifs à l'électricité, le gaz, l'eau potable, les communications, les antennes de réception de la télé et de la radiodiffusion, l'éclairage de secours, le chauffage, le refroidissement, l'aération, la ventilation et le désenfumage, les ascenseurs, les monte-charges, les vide-ordures ménagères et industrielles, la détection de l'incendie, l'alarme, les équipements de maîtrise, de lutte et d'extinction de l'incendie et autres réseaux nécessaires à l'exploitation du bâtiment.
- Moyens de secours et de lutte contre l'incendie : outils et équipements d'intervention utilisés aux fins d'alarme, d'extinction, de sauvetage et de secours en cas d'incendie, d'explosion et de panique.
- Livre de sécurité : livre contenant les renseignements nécessaires au contrôle et à la maintenance du bâtiment et des réseaux techniques qui y sont installés et concernant la sécurité et la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.
- Equipe de sécurité : le groupe d'individus présents au bâtiment et habilités à accomplir les missions afférentes à la sécurité et à la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.
- Plan intérieur d'intervention : tous les détails et plans afférents au bâtiment, destinés à y faciliter la prise des mesures préliminaires de sécurité afin d'assurer l'évacuation rapide des personnes et l'intervention efficace pour la lutte contre l'incendie.
- Local d'habitation individuelle: le local destiné à l'habitation, ayant une entrée privée non commune.
- Local d'habitation collective: le local destiné à l'habitation, ayant une entrée commune à ses divers habitants.
- Densité d'occupation : le rapport résultant de la division du nombre de personnes pouvant être accueillies dans le bâtiment, sur la surface totale qui leur est réservée.

- Puissance calorifique : la quantité de chaleur dégagée lors de la combustion totale d'une matière déterminée ; elle est mesurée en fonction de la quantité de calories au kilogramme, pour les corps durs et liquides, ou de la quantité de calories au mètre cube pour les gaz.

Article 3.- Les géomètres, architectes, entrepreneurs de construction et les entrepreneurs d'équipement des bâtiments, régis par les dispositions du présent code, ainsi que leurs propriétaires et exploitants, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, d'appliquer les règles et mesures de sécurité et de prévention déterminées par les règlements de sécurité.

Article 4.- Les règlements de sécurité déterminent les règles et mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, spécifiques à chacun des types de bâtiments régis par les dispositions du présent code.

Les règles de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique diffèrent selon le type de bâtiment, la nature de l'activité qui y est exercée et sa capacité d'accueil.

Les règlements de sécurité sont approuvés par arrêté du ministre de l'Intérieur et le ou les ministres concernés.

Article 5.- Le dossier de lotissement des terrains réservés à la construction des bâtiments, régis par les dispositions du présent code, doit être accompagné d'un dossier de sécurité dont le contenu est approuvé par les services de la protection civile.

Lorsque le terrain objet du projet de lotissement est destiné, partiellement ou en totalité, à l'édification de bâtiments à hauteur élevée, il devra être réservé, le cas échéant et conformément aux prescriptions du dossier de sécurité, dans le cadre du plan de lotissement, un ou plusieurs espaces pour l'établissement d'une unité de protection civile.

Les documents constituant le dossier de sécurité prévu au paragraphe premier du présent article ainsi que les procédures d'approbation de son contenu, sont déterminés par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Article 6.- Le dossier de la demande de permis de bâtir, pour chacun des types de bâtiments, régis par les dispositions du présent

code, doit être accompagné d'un dossier de sécurité dont le contenu est approuvé par les services de la protection civile.

Les documents constituant le dossier de sécurité prévu au paragraphe premier du présent article ainsi que les procédures d'approbation de son contenu, sont déterminés par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Article 7.- Avant de réaliser les travaux qui ne nécessitent pas l'obtention d'un permis de bâtir selon la législation en vigueur, le propriétaire du bâtiment doit en aviser les services de la protection civile et s'en tenir aux mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique qu'ils lui arrêtent.

Les cas et les procédures de l'avis mentionné au premier paragraphe du présent article sont déterminés par arrêté du ministre de l'Intérieur et le ministre chargé de l'Equipeement.

Article 8.- Les exploitants des bâtiments, régis par les dispositions du présent code, doivent tenir un livre de sécurité afférent au bâtiment.

Sont dispensés de l'obligation de la tenue du livre de sécurité, les exploitants des bâtiments recevant du public, de la cinquième catégorie mentionnée à l'article 22 du présent code.

Le contenu et la forme du livre de sécurité sont déterminés selon un modèle établi par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Article 9.- Les propriétaires des bâtiments recevant du public, de la première et de la deuxième catégorie mentionnées à l'article 22 du présent code, des bâtiments à hauteur élevée et des bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, sont tenus d'établir un plan intérieur d'intervention afférent auxdits bâtiments.

Le contenu du plan intérieur d'intervention est déterminé par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Article 10.- Les exploitants des bâtiments recevant du public, des bâtiments à hauteur élevée et des bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, sont tenus de mettre en place une équipe de sécurité qui assure des missions relatives à la sécurité et à la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique et notamment :

- La vérification du bon fonctionnement des outils et moyens de secours et de lutte contre l'incendie et de leur bon usage,

- L'information de l'exploitant du bâtiment de tout ce qui est susceptible de menacer la sécurité des personnes et des biens,
- L'alerte, en cas de nécessité, des services de la protection civile et l'intervention préliminaire et immédiate en vue du sauvetage, de l'extinction ou du secours,
- L'évacuation rapide des personnes, en cas de besoin.

Les exploitants des bâtiments doivent organiser, dans les cas prévus par les règlements de sécurité, des exercices périodiques, en coordination avec les services de la protection civile, à l'intention de l'équipe de sécurité.

La composition de l'équipe de sécurité, ses attributions, les conditions de sa mise en place dans les bâtiments ainsi que les conditions devant être remplies par les individus habilités à en faire partie, seront déterminées par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Sont dispensés de l'obligation de mise en place d'une équipe de sécurité, les exploitants des bâtiments recevant du public, de la cinquième catégorie mentionnée à l'article 22 du présent code.

Article 11.- Les propriétaires ou entrepreneurs de construction et entrepreneurs d'équipement des bâtiments, régis par les dispositions du présent code, sont tenus d'utiliser des matériaux et éléments de construction résistants aux risques éventuels et répondants, quant à leur réaction et leur résistance au feu, aux normes techniques homologuées conformément à la législation en vigueur.

Les règlements de sécurité classent les matériaux et éléments de construction mentionnés au paragraphe premier du présent article quant à leur degré de réaction et de résistance au feu.

Les propriétaires ou les entrepreneurs de construction et entrepreneurs d'équipement des bâtiments doivent soumettre les matériaux et éléments de construction, selon leurs vocations respectives, à l'expertise et au contrôle des organes de contrôle technique agréés par les autorités compétentes conformément à la législation en vigueur. L'organe chargé du contrôle technique établit, à l'issue de chaque expertise et contrôle, un rapport qui sera remis à l'intéressé.

Article 12.- Les entrepreneurs d'équipement des bâtiments, régis par les dispositions du présent code, à l'étape de la construction, et

leurs exploitants, à l'étape de l'exploitation, sont tenus d'assurer la bonne exécution, exploitation et maintenance des réseaux techniques et des équipements installés dans le bâtiment et leur conformité aux prescriptions des règlements de sécurité.

Les propriétaires, à l'étape de la construction, et les exploitants, à l'étape de l'exploitation, sont tenus de soumettre les bâtiments visés au paragraphe premier du présent article, d'une manière périodique, à des visites de contrôle et de suivi, effectuées par les organes de contrôle technique agréés par les autorités compétentes, dont le nombre est fixé par les règlements de sécurité afin de s'assurer, selon le cas, que les travaux de construction ou d'installation des réseaux techniques et leur maintenance ont été effectués conformément aux prescriptions des règlements de sécurité. L'organe chargé du contrôle technique établit, à l'issue de chaque opération de contrôle, un rapport qui sera remis à l'intéressé.

Les visites de contrôle et de suivi, mentionnées au deuxième paragraphe du présent article, ne peuvent porter sur les parties divisées des bâtiments à usage d'habitation qu'à l'étape de la construction et avant leur délivrance matérielle ou la translation du droit de leur propriété ou de leur usage aux titulaires de ces droits ou leur occupation effective par ceux-ci. Les visites de contrôle et de suivi se limitent, après la délivrance, la cession ou l'occupation des parties divisées, aux parties communes de ces bâtiments.

Article 13.- Les propriétaires ou entrepreneurs de construction et entrepreneurs d'équipement des bâtiments, régis par les dispositions du présent code, ainsi que leurs exploitants doivent remettre aux services de la protection civile les rapports relatifs aux contrôles et expertises effectués par les organes de contrôle technique agréés par les autorités compétentes indiqués aux articles 11 et 12 du présent code, dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la date d'établissement du rapport.

Les services de la protection civile peuvent, le cas échéant, exiger des organes de contrôle technique l'accomplissement d'actes supplémentaires de contrôle ou d'expertise.

Article 14.- Les agents de la protection civile, mentionnés à l'article 56 du présent code, effectuent des visites de contrôle périodique ou

exceptionnel aux différents types de bâtiments, aux étapes de la construction et de l'exploitation, qui tendent à vérifier le respect des règles et mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique contenues dans les règlements de sécurité.

Le contrôle effectué par les services de la protection civile ne dispense pas les parties, indiquées aux premier et deuxième paragraphes de l'article 12 du présent code, de la responsabilité civile, vis-à-vis des tiers, résultant de leur faute personnelle.

Les visites de contrôle, mentionnées au premier paragraphe du présent article, ne peuvent porter sur les parties divises des bâtiments à usage d'habitation qu'à l'étape de leur construction et avant leur délivrance matérielle ou la translation du droit de leur propriété ou de leur usage aux titulaires de ces droits ou leur occupation effective par ceux-ci. Les visites de contrôle se limitent, après la délivrance, la cession ou l'occupation des parties divises, aux parties communes de ces bâtiments.

Article 15.- Les agents de la protection civile doivent, avant d'effectuer les visites de contrôle périodique des bâtiments, régis par les dispositions du présent code, soit à l'étape de la construction soit à celle de l'exploitation, donner avis au propriétaire ou exploitant, selon le cas, de la date de la visite, par tout moyen laissant une trace écrite, et ce huit jours, au moins, avant la date fixée pour la visite. L'absence de l'intéressé n'empêche pas les agents de la protection civile d'effectuer le contrôle en présence de son représentant ou de l'un de ses préposés.

Article 16.- Les agents de la protection civile doivent, à l'issue de chaque visite de contrôle périodique ou exceptionnel, rédiger un rapport relatif aux conclusions du contrôle qui contiendra, le cas échéant, les mesures de sécurité et de prévention devant être exécutées par le propriétaire du bâtiment, à l'étape de la construction, et par son exploitant, à l'étape de l'exploitation, en vue d'y assurer les conditions de sécurité. Le rapport mentionnera, en outre, si le contrôle a été effectué en présence de l'intéressé, de son représentant ou de l'un de ses préposés.

Une copie du rapport est remise, selon le cas, au propriétaire ou à l'exploitant dans un délai n'excédant pas les vingt jours à compter de

la date du contrôle. Le cas échéant, un délai de trois mois lui est imparti pour la régularisation de la situation; ce délai peut être prorogé, deux fois au plus, de la même durée, lorsque l'intéressé établit l'impossibilité pour lui d'exécuter les mesures requises dans les délais impartis.

Si le propriétaire ou l'exploitant ne régularise pas la situation dont il est tenu dans le délai qui lui est imparti, les agents de la protection civile dressent un procès-verbal de constat, conformément aux dispositions de l'article 58 du présent code.

Article 17.- Il est interdit aux exploitants des bâtiments recevant du public, des bâtiments à hauteur élevée et des bâtiments à usage d'habitation, d'y exploiter des établissements dangereux, insalubres ou incommodes; il leur est également interdit d'y faire usage de matières inflammables, de les y conserver ou emmagasiner, sauf dans les cas mentionnés aux règlements de sécurité.

Article 18.- Il est interdit aux propriétaires des différents types de bâtiments, régis par les dispositions du présent code, d'y ériger des parkings couverts dont la superficie excède six mille mètres carrés.

Article 19.- Sans préjudice des dispositions des articles 55, 69 et 70 du présent code, les bâtiments exploités par l'Etat, les établissements publics et les collectivités locales, sont, en ce qui concerne les règles et mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, régis par les dispositions du présent code; et en seront exclus, les bâtiments réservés à des fins militaires ou de sûreté intérieure.

Titre II

La sécurité et la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments

Chapitre premier

Les bâtiments recevant du public

Article 20.- Sont considérés comme bâtiments recevant du public, au sens du présent code, toutes les constructions et tous les locaux et espaces qui reçoivent des personnes ou dans lesquels se tiennent des réunions privées ou ouvertes au public, à titre onéreux ou à titre

gratuit. Sont considérées comme faisant partie du public, toutes les personnes présentes dans le bâtiment à quelque titre que ce soit.

Article 21.- Les bâtiments recevant du public sont classés dans des types, selon la nature de l'activité qui y est exploitée.

Le règlement de sécurité détermine les types de ces bâtiments.

Article 22.- Les bâtiments recevant du public, quel qu'en soit le type, sont classés dans cinq catégories, selon leur capacité d'accueil du public, comme suit :

- Première catégorie : plus de 1500 personnes.
- Deuxième catégorie : de 701 personnes à 1500 personnes.
- Troisième catégorie : de 301 personnes à 700 personnes.
- Quatrième catégorie : de 51 personnes à 300 personnes.
- Cinquième catégorie : les bâtiments dont la capacité d'accueil du public n'excède pas les cinquante personnes.

Article 23.- La capacité d'accueil du bâtiment recevant du public est fixée, selon les cas, conformément à l'un ou à l'ensemble des critères suivants :

- Le nombre de places assises,
- Le nombre de lits,
- La superficie réservée au public,
- La déclaration du propriétaire du bâtiment, vérifiée par les services de la protection civile.

Le règlement de sécurité détermine les règles de calcul de la capacité d'accueil, devant être retenues, selon le type de chaque bâtiment.

Article 24.- Le règlement de sécurité relatif aux bâtiments recevant du public contient des dispositions générales communes à tous les types de bâtiments et d'autres, particulières à chacun de ces types, déterminées en fonction de la nature de l'activité, de la superficie des locaux, du mode de construction et du nombre de personnes pouvant être reçu dans ces bâtiments, y compris les handicapés.

Les bâtiments dont la capacité d'accueil du public n'excède pas cinquante personnes sont régis par des dispositions particulières déterminées par le règlement de sécurité.

Article 25.- Les géomètres, architectes et entrepreneurs de construction doivent assurer, dans les bâtiments abritant des établissements recevant du public, l'évacuation rapide et organisée de leurs occupants et visiteurs et que le bâtiment ait un côté, au moins, limitrophe à des chemins ou espaces libres permettant l'évacuation des personnes ainsi que l'accès et l'utilisation des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Le règlement de sécurité détermine les normes techniques des chemins et espaces libres indiqués au premier paragraphe du présent article.

Article 26.- Les architectes, les entrepreneurs de construction et les entrepreneurs d'équipement doivent aménager les bâtiments recevant du public, distribuer les différentes parties les composant, et optimiser les moyens d'isolation de ces parties du feu, de manière à garantir à leurs visiteurs et aux occupants des bâtiments attenants, une protection suffisante contre les risques d'incendie, d'explosion et de panique.

Le règlement de sécurité détermine les moyens d'assurer la protection mentionnée au paragraphe premier du présent article.

Article 27.- Les architectes et les entrepreneurs de construction doivent aménager, distribuer et disposer les issues de sortie du bâtiment recevant du public et ses couloirs, de manière à permettre l'évacuation rapide et efficace des personnes et de sorte que le nombre de ces issues et couloirs et leur largeur soient en rapport avec le nombre des personnes pouvant en faire usage, conformément aux règles mentionnées au règlement de sécurité.

Article 28.- Les propriétaires ou les entrepreneurs d'équipement des bâtiments doivent équiper les bâtiments recevant du public de l'éclairage électrique et de l'éclairage de secours.

Article 29.- Les propriétaires ou les entrepreneurs d'équipement doivent équiper le bâtiment recevant du public de dispositifs d'alarme et d'alerte et des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, conformément aux prescriptions du règlement de sécurité.

Article 30.- Lorsque le bâtiment recevant du public abrite plusieurs établissements, ayant des activités diverses ou similaires, occupant différentes parties du bâtiment, il ne sera pas exigé que

chacune d'elle réponde aux conditions d'implantation de l'établissement et à celles de l'isolation mentionnées au règlement de sécurité, à condition que l'ensemble du bâtiment soit mis sous la responsabilité d'une seule personne, en ce qui relève de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, désignée par les exploitants du bâtiment qui avisent les services de la protection civile de son identité et de sa qualité.

Le bâtiment, mentionné au paragraphe premier du présent article, doit être soumis au contrôle des services de la protection civile qui déterminent, le cas échéant, les mesures de sécurité et de prévention devant être exécutées par les exploitants du bâtiment, et ce eu égard aux risques que constituent, pour le public, les établissements groupés.

Chapitre II

Les bâtiments à hauteur élevée

Article 31.- Est considéré comme bâtiment à hauteur élevée, toute construction dont le plancher de l'étage supérieur est, par rapport au plus haut niveau du sol permettant l'accès des moyens de secours et de lutte contre l'incendie, à une hauteur excédant cinquante mètres, pour les bâtiments à usage d'habitation, ou à une hauteur excédant vingt huit mètres, pour le reste des types de bâtiments indiqués à l'article 32 du présent code.

Constituent parties intégrantes du bâtiment, l'ensemble des éléments d'appui du bâtiment à hauteur élevée, les étages du sous-sol, les parties y attenantes, quelle qu'en soit la hauteur et les parkings tant qu'ils n'en sont pas séparés conformément aux conditions mentionnées au règlement de sécurité.

Article 32.- Les bâtiments à hauteur élevée sont, en ce qui relève de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, de prévention et de panique, classés suivant les types ci-après :

- Premier type : les bâtiments à usage d'habitation.
- Deuxième type : les bâtiments à usage d'hôtellerie.
- Troisième type : les bâtiments à usage d'enseignement.
- Quatrième type : les bâtiments destinés à la conservation des archives et des ouvrages.

- Cinquième type : les bâtiments sanitaires.
- Sixième type : les bâtiments à usage de bureaux.
- Septième type : les bâtiments à usage mixte.

Article 33.- Le règlement de sécurité relatif aux bâtiments à hauteur élevée contient des dispositions générales communes à tous les types de bâtiments et d'autres particulières à chacun d'eux.

Article 34.- Le règlement de sécurité détermine le taux d'occupation qui ne peut être dépassé dans chacun des sas du bâtiment à hauteur élevée; le règlement de sécurité détermine également le niveau de la hauteur du sas, sa superficie et ses caractéristiques techniques.

Article 35.- Les géomètres et architectes et les entrepreneurs de construction et entrepreneurs d'équipement des bâtiments à hauteur élevée ou leurs propriétaires doivent s'en tenir, dans la réalisation de ces bâtiments, et chacun en ce qui le concerne, aux règles et mesures de sécurité et de prévention qui sont à même d'assurer la sécurité des personnes, des biens et des bâtiments attenants contre les risques d'incendie, d'explosion et de panique et ce, en ce qui concerne :

- 1) L'isolation du bâtiment, sa partition et la limitation de la puissance calorifique dedans,
- 2) La garantie de l'évacuation, en cas de besoin, des occupants du bâtiment,
- 3) La prévention de la propagation de la fumée à l'intérieur des parties du bâtiment,
- 4) L'installation de l'éclairage de secours dans la mesure du nécessaire,
- 5) L'installation des moyens de détection et de lutte contre l'incendie,
- 6) La garantie de la continuité de l'activité dans les sas qui sont à l'abri du feu.

Le règlement de sécurité détermine toutes les procédures détaillées relatives aux règles et mesures mentionnées au paragraphe premier du présent article.

Article 36.- L'exploitant du bâtiment à hauteur élevée peut désigner un mandataire afin d'assurer la gestion et la communication

avec les services de la protection civile, en ce qui relève de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.

Article 37.- Il est interdit, aux exploitants des locaux situés dans le bâtiment à hauteur élevée, d'introduire des meubles à leurs locaux de sorte que la puissance calorifique à l'intérieur de ces locaux excède les limites permises par le règlement de sécurité.

Chapitre III

Les bâtiments à usage d'habitation

Article 38.- Est considéré comme bâtiment à usage d'habitation, au sens du présent code, le bâtiment ou ses parties contenant des habitations et dont le plancher de l'étage supérieur est situé à une hauteur n'excédant pas cinquante mètres à partir du plus haut niveau du sol permettant l'accès des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Sont considérés comme faisant partie du bâtiment, les parkings couverts destinés à abriter les véhicules et dont la superficie varie entre cent mètres carrés et six mille mètres carrés.

Article 39.- Les bâtiments à usage d'habitation sont, en ce qui relève de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, classés en quatre types, comme suit :

- Premier type : les locaux contigus d'habitation individuelle,
- Deuxième type : les locaux d'habitation collective, dont le plancher de l'étage supérieur n'excède pas huit mètres à partir du plus haut niveau du sol permettant l'accès des moyens de secours et de lutte contre l'incendie,
- Troisième type : les locaux d'habitation collective dont la hauteur du plancher de l'étage supérieur excède huit mètres et est inférieure à vingt huit mètres à partir du plus haut niveau du sol permettant l'accès des moyens de secours et de lutte contre l'incendie,
- Quatrième type : les locaux d'habitation collective dont la hauteur du plancher de l'étage supérieur varie entre vingt huit mètres et cinquante mètres à partir du plus haut niveau du sol permettant l'accès des moyens de secours et de lutte contre l'incendie. Lorsque le

bâtiment du quatrième type contient des locaux non destinés à l'habitation, il sera classé parmi les bâtiments à hauteur élevée, conformément aux dispositions des articles 31 et 32 du présent code.

Les premier et deuxième types de bâtiments à usage d'habitation, indiqués au premier paragraphe du présent article, sont exclus de l'application des dispositions du présent code, sauf en ce qui concerne les règles destinées à assurer la résistance de la structure de la construction à l'incendie, conformément aux prescriptions du règlement de sécurité.

Article 40.- Le règlement de sécurité afférent aux bâtiments à usage d'habitation contient des dispositions spécifiques à chaque type de ces bâtiments.

Article 41.- Les géomètres doivent isoler les bâtiments à usage d'habitation des locaux susceptibles de représenter, en raison de l'usage dont il est fait, un risque d'incendie ou d'explosion.

Les architectes et les propriétaires ou les entrepreneurs de construction et entrepreneurs d'équipement des bâtiments doivent, chacun en ce qui le concerne, par l'aménagement du bâtiment à usage d'habitation, la distribution de ses différentes parties, l'usage des matériaux de construction et l'installation des équipements, assurer la sécurité et la prévention des risques d'incendie et permettre à ses occupants et visiteurs de l'évacuer rapidement et aisément et à engager, à temps, les secours en cas d'incendie.

Le règlement de sécurité détermine les règles et mesures appropriées, pour l'application des dispositions du présent article.

Chapitre IV

Les bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes

Article 42.- Sans préjudice des dispositions de la législation en vigueur, les bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes sont, en ce qui relève des règles et mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, régis par les dispositions du présent code.

Article 43.- Les bâtiments, abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, sont classés conformément à la législation en vigueur.

Article 44.- Le règlement de sécurité détermine les prescriptions propres à chacune des catégories de bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, en ce qui concerne la sécurité et la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.

Article 45.- Les architectes et les entrepreneurs de construction doivent assurer dans le bâtiment, abritant un établissement dangereux, insalubre ou incommode, la facilité d'accès des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Les exploitants des bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes doivent assurer dès l'implantation de ces établissements toutes les mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, à leurs occupants, visiteurs et voisins et ce eu égard à la nature de leurs activités .

Le règlement de sécurité détermine les règles et mesures appropriées pour l'application des dispositions du présent article.

Titre III

L'attestation de prévention

Article 46.- Il est interdit aux exploitants des différents types de bâtiments, régis par les dispositions du présent code, de les exploiter partiellement ou totalement avant ou sans l'obtention auprès des services de la protection civile d'une attestation de prévention attestant que toutes les règles et mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique ont été appliquées au bâtiment.

Article 47.- L'exploitant du bâtiment soumet le dossier d'obtention de l'attestation de prévention auprès des services de la protection civile dans la circonscription territoriale de laquelle se situe le bâtiment.

Article 48.- Les services de la protection civile, territorialement compétents, examinent le dossier d'obtention de l'attestation de

prévention dans un délai n'excédant pas quinze jours à compter de la date de sa soumission.

S'il s'avère que le dossier, indiqué au premier paragraphe du présent article, ne contient pas toutes les pièces requises, les services de la protection civile en avisent le requérant et l'invitent à compléter le dossier dans un délai maximal d'un mois à compter de la date de l'avis signifié par lettre recommandée ou par tout autre moyen laissant une trace écrite.

Dans le cas où le dossier n'est pas complété dans le délai mentionné au deuxième paragraphe du présent article, la demande sera rejetée.

Article 49.- S'il s'avère que le dossier d'obtention de l'attestation de prévention contient toutes les pièces requises, les services de la protection civile fixent à l'intéressé la date de la visite d'inspection du bâtiment qui doit intervenir dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la date de la soumission dudit dossier.

Les agents de la protection civile rédigent un rapport relatif aux conclusions de l'inspection du bâtiment, dont une copie est remise à l'intéressé, consignait les mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique devant être exécutées, le cas échéant, dans un délai n'excédant pas six mois à compter de la date de réception de ladite copie; si ce délai arrive à expiration sans que les mesures requises aient été exécutées, l'intéressé sera tenu de soumettre un nouveau dossier.

Article 50.- Les services de la protection civile délivrent l'attestation de prévention après exécution de toutes les mesures requises de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.

L'attestation de prévention est d'une validité de trois ans à compter de la date de sa délivrance, pour les bâtiments à usage d'habitation, et de deux ans pour le reste des types de bâtiments.

L'attestation de prévention est renouvelée selon les mêmes modalités et conditions de délivrance; la demande de renouvellement doit être adressée aux services de la protection civile, au moins un mois, avant la date d'expiration du délai de validité de l'attestation de prévention dont le renouvellement est requis.

Article 51.- En cas d'interruption provisoire de l'exploitation de l'un des bâtiments, régis par les dispositions du présent code, pour une durée excédant les six mois ou en cas d'exposition du bâtiment à l'incendie, l'explosion, l'écroulement ou à un accident résultant de travaux techniques, l'exploitant du bâtiment sera tenu, avant toute réexploitation, d'obtenir une nouvelle attestation de prévention.

Article 52.- Toute modification que l'exploitant entend apporter au bâtiment ou à l'activité qui y est exercée et qui serait de nature à se répercuter sur les exigences de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, l'oblige à en donner avis préalable et écrit aux services de la protection civile, afin que ces services puissent déterminer les mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, devant être exécutées, eu égard à ces modifications, ainsi qu'à demander l'obtention d'une nouvelle attestation de prévention.

Article 53.- Les services de la protection civile tiennent un livre côté et paraphé par le juge cantonal territorialement compétent, où seront mentionnées les opérations de délivrance des attestations de prévention.

Article 54.- Les documents constituant le dossier d'obtention de l'attestation de prévention ou de son renouvellement ainsi que le modèle de ladite attestation et le livre y réservé sont déterminés par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Article 55.- La délivrance de l'attestation de prévention est sujette au paiement d'une redevance au profit des services de la protection civile, dont le montant est fixé par arrêté du ministre de l'Intérieur et du ministre des Finances.

Sont exclus de l'application des dispositions du paragraphe premier du présent article, les bâtiments exploités par l'Etat, les établissements publics à caractère administratif et les collectivités locales.

Titre IV

Les constats et les sanctions

Chapitre I

Les constats

Article 56.- Tout acte, commis en violation des dispositions du présent code, est constaté par les officiers et les sous-officiers relevant

du corps de la protection civile, habilités à exercer les attributions de la police judiciaire, dans la limite de la compétence qui leur est dévolue en vertu des dispositions du présent code.

Article 57.- Les agents mentionnés à l'article 56 du présent code sont habilités, dans la limite de leur compétence, à :

- Accéder, pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail, à tous les types de bâtiments, régis par les dispositions du présent code, et ce, sans préjudice des dispositions du troisième paragraphe de l'article 14 du présent code,
- Effectuer tous les constats nécessaires et obtenir, à la première réquisition, des copies des documents, pièces justificatives et livres qu'exigent les enquêtes,
- Saisir, parmi les documents indiqués au deuxième tiret du présent article, les pièces nécessaires et relever, en cas de nécessité et dans la mesure suffisante, des échantillons des produits et éléments objet du constat aux fins des analyses qu'exigent les enquêtes. La saisie est effectuée, selon le cas, en présence du propriétaire ou de l'exploitant ou en présence de son représentant ou de l'un de ses préposés; les objets saisis sont mis sous scellés avec indication de la date de la saisie, la quantité saisie et de toutes autres indications nécessaires.

Article 58.- L'infraction aux dispositions du présent code est constatée par procès-verbal dressé par l'un des agents mentionnés à l'article 56 du présent code.

Chaque procès-verbal doit contenir l'identité de l'agent verbalisateur, sa qualité, sa signature, le cachet de l'administration dont il relève, l'identité complète de l'auteur de l'infraction, et ses dires. Le procès-verbal doit mentionner, en outre, les actes objet du constat, leur date et lieu de constat, l'opération de saisie, le cas échéant, et la date et lieu d'établissement du procès-verbal.

L'auteur de l'infraction doit signer le procès-verbal et, en cas d'abstention ou d'incapacité de signer, il en sera fait mention au procès-verbal. Dans le cas où celui-ci ne se présente pas, quoique dûment convoqué, il en sera également fait mention au procès-verbal auquel sera joint, dans ce cas, le talon de la convocation.

Article 59.- Les procès-verbaux sont transmis au procureur de la république près le tribunal de première instance territorialement compétent, une copie en est transmise, aux fins d'information, à l'autorité administrative qui a délivré le permis de bâtir, lorsque l'acte constitue également une violation des prescriptions de cette autorisation.

Chapitre II

Les sanctions

Article 60.- Est puni d'une amende de cent dinars à mille dinars, quiconque aura enfreint les dispositions de l'article 3, le paragraphe premier de l'article 7, le paragraphe premier de l'article 8, le paragraphe premier de l'article 9, les premier et second paragraphes de l'article 10, le paragraphe premier de l'article 13, le paragraphe premier de l'article 25, le paragraphe premier de l'article 26, les articles 27, 28 et 29, le paragraphe premier de l'article 35, l'article 37, les premier et second paragraphes de l'article 41 et les premier et second paragraphes de l'article 45 du présent code.

Article 61.- Est puni d'une amende de mille dinars à dix mille dinars, quiconque aura enfreint les dispositions des premier et troisième paragraphes de l'article 11, les premier et second paragraphes de l'article 12, les articles 17 et 18, le second paragraphe de l'article 30 et les premier et second paragraphes de l'article 71 du présent code.

Article 62.- Est puni d'une amende de dix mille dinars à cinquante mille dinars, quiconque aura enfreint les dispositions des articles 46, 51 et 52 du présent code.

Article 63.- Le tribunal saisi peut, dans les cas susvisés aux articles 60, 61 et 62 du présent code, ordonner la fermeture provisoire ou définitive du bâtiment, de l'établissement ou du local où ont été commis les actes sanctionnés par les dispositions du présent code; il pourra, en outre, contraindre le condamné à l'enlèvement, à ses dépens, des équipements, réseaux techniques et toutes les installations dont le maintien présenterait un danger pour la sécurité des personnes ou des biens, ainsi qu'à l'exécution des mesures nécessaires de sécurité et de prévention.

Est puni de l'emprisonnement, de trois mois à deux ans, quiconque aura enfreint les dispositions de la décision judiciaire ordonnant la fermeture.

Article 64.- Est puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de mille dinars ou de l'une des deux peines seulement, quiconque aura entravé les actes de contrôle ou de constat prévus par les dispositions du présent code ou aura, sciemment, empêché les agents chargés de l'exécution des décisions de fermeture provisoire ou de saisie d'accomplir leurs fonctions.

Article 65.- En cas de récidive liée aux actes dont la peine est prévue aux articles 60, 61, 62, au second paragraphe de l'article 63 et à l'article 64 du présent code, le tribunal saisi prononce le maximum de la peine qui leur est prévue.

Article 66.- Le tribunal saisi peut, dans les cas mentionnés au paragraphe premier de l'article 63 du présent code, ordonner la publication totale ou partielle, aux dépens du condamné, à un journal quotidien ou son affichage, en caractères visibles, dans les lieux qu'elle fixe et notamment aux portes principales des bâtiments et de leurs dépendances.

Est puni, d'une amende de mille dinars à cinq mille dinars, quiconque aura sciemment enlevé les avis affichés ou les aura dissimulés ou lacérés totalement ou partiellement ou suggéré ou ordonné à une personne quelconque de le faire. L'exécution de la décision judiciaire ordonnant l'affichage est poursuivie aux dépens du condamné.

Article 67.- Les peines prévues par le présent code s'appliquent à tous ceux dont la responsabilité personnelle des actes passibles de ces peines aura été établie, et ce parmi les représentants, dirigeants et agents des personnes morales.

Article 68.- Le gouverneur territorialement compétent ordonne, en cas de danger certain menaçant la sécurité des personnes ou des biens et dans le cas prévu au troisième paragraphe de l'article 71 du présent code, ainsi que dans le cas d'infraction aux dispositions de ses articles 46, 51 et 52, la fermeture provisoire du bâtiment, de l'établissement ou du local. La décision de fermeture est prise sur la foi des rapports et procès-verbaux des services de la protection civile et après audition de

l'auteur de l'infraction. La décision de fermeture est rétractée lorsque le tribunal saisi prononce le non lieu ou la nullité de la procédure.

Chapitre III

Dispositions particulières

Article 69.- Les agents de la protection civile, mentionnés à l'article 56 du présent code, constatent tout manquement aux dispositions du présent code dans les bâtiments exploités par l'Etat, les établissements publics ainsi que par les collectivités locales.

Il est dressé un rapport des résultats du constat, indiqué au paragraphe premier du présent article, et transmis par les services de la protection civile au chef de l'administration ou à l'autorité de tutelle concernée, aux fins de prise des mesures requises.

Article 70.- Les dispositions du chapitre II du titre quatrième du présent code ne s'appliquent pas aux bâtiments exploités par l'Etat, les établissements publics ainsi que par les collectivités locales.

Titre V

Dispositions transitoires

Article 71.- Les propriétaires et exploitants des bâtiments construits avant la date de promulgation du présent code ou qui, à ladite date, sont en cours de construction, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de régulariser leurs situations, en ce qui concerne les conditions de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, conformément aux dispositions du présent code et de ses textes d'application, et ce, dans un délai de cinq ans à compter de leur date d'entrée en vigueur.

Les propriétaires ou exploitants des bâtiments ne peuvent être contraints à l'application des mesures requises de sécurité et de prévention, lorsque celles-ci sont, sur la foi d'un rapport d'expertise établi en exécution d'une ordonnance du tribunal compétent, jugées de nature à conduire à des modifications radicales portant sur la structure du bâtiment, et ce, pourvu qu'ils s'en tiennent à l'exécution, dans des délais raisonnables, des mesures substitutives suffisantes qui leur sont ordonnées par les services de la protection civile, afin d'assurer la

sécurité et la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans le bâtiment.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments qui, sur la foi d'un rapport d'expertise ordonné par le tribunal compétent, présentent un danger certain menaçant la sécurité des personnes et des biens et qui ne saurait être évité par la seule exécution de mesures substitutives.

Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

TEXTES D'APPLICATION

Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 septembre 2013, portant définition des pièces constitutives du dossier de sécurité qui accompagne le dossier de lotissement des terrains réservés à la construction des bâtiments régis par les dispositions du code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments et les procédures d'approbation de son contenu par les services de la protection civile.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 93-121 du 27 décembre 1993, portant création de l'office national de la protection civile,

Vu le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme promulgué par la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994, tel que modifié et complété et notamment par la loi n° 2009-29 du 9 juin 2009,

Vu le code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments promulgué par la loi n° 2009-11 du 2 mars 2009 et notamment son article 5,

Vu le décret n° 2007-247 du 15 août 2007, fixant l'organigramme de l'office national de la protection civile,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement et de l'habitat du 19 octobre 1995, fixant la composition et les modalités de fonctionnement des commissions techniques des lotissements, tel que modifié par l'arrêté du ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire du 8 mars 2004,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement et de l'habitat du 19 octobre 1995, portant définition des pièces constitutives du dossier de lotissement y compris le cahier des charges ainsi que les formes et modalités de son approbation.

Arrête :

Article premier - Le présent arrêté définit les pièces constitutives du dossier de sécurité à joindre au dossier de lotissement des terrains réservés à la construction des bâtiments régis par les dispositions du code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique et les procédures d'approbation de son contenu par les services de la protection civile.

Article 2.- Le dossier de sécurité doit comporter les documents suivants :

- 1) Un plan de situation du terrain à lotir.
- 2) Un plan de lotissement à l'échelle 1/1000 au minimum portant indication de la numérotation, de la superficie et de la vocation de tous les lots et du tracé des aires de stationnement, des voies et de leurs raccordements avec les voies existantes.
- 3) Un plan à l'échelle 1/500 au maximum faisant apparaître les poteaux d'incendie et toutes les indications nécessaires concernant le rayon intérieur et le surlargeur des virages et des croisements, et la largeur, la pente et la résistance au poinçonnement de toute section de la chaussée.
- 4) Le cahier des charges du lotissement fixant les droits et les obligations du lotisseur, des acquéreurs ou locataires des lots ainsi que le programme d'aménagement et d'assainissement.
- 5) Une note descriptive de l'opération de lotissement exposant particulièrement :
 - * Une description générale du terrain à lotir avec spécification de la pente et des principales caractéristiques physiques.
 - * Une description générale du lotissement faisant apparaître l'affectation des parcelles et la définition des zones et la vocation des lots.
 - * Le bilan des superficies des terrains et des planchers par nature d'affectation.
 - * Les catégories et les types de bâtiment et la nature des activités permises dans chaque lot.
 - * Les moyens de secours et le réseau et les équipements de lutte contre l'incendie.

Le plan de lotissement cité au numéro 2 du premier paragraphe du présent article doit localiser l'espace réservé à l'établissement d'une unité de protection civile, si le terrain objet du projet de lotissement est destiné, partiellement ou en totalité, à l'édification de bâtiment à hauteur élevée.

Les pièces indiquées aux numéros 1, 2, 3 et 5 du premier paragraphe du présent article doivent être visées par un organisme de contrôle technique agréé par les autorités compétentes, et accompagnées de l'avis écrit de ce dernier concernant l'application des règlements de sécurité et le respect des normes techniques en vigueur.

Article 3.- Le dossier de sécurité doit être joint en quatre exemplaires au dossier de lotissement à soumettre auprès de la commission technique communale ou de la commission technique régionale des lotissements conformément à la législation en vigueur.

Trois exemplaires du dossier de sécurité sont transmis à la direction régionale de la protection civile ou à la brigade de la protection civile dans la circonscription territoriale de laquelle se situe le projet du lotissement avant de soumettre le dossier du lotissement à la commission technique des lotissements compétente.

Article 4.- Les services de la protection civile procèdent aux constats du lotissement nécessaires sur les lieux et à l'étude des dossiers et y émettent soit un avis favorable ou favorable sous réserve soit un avis défavorable motivé.

Article 5.- L'avis des services de la protection civile, concernant le dossier de sécurité, est notifié par écrit à la commission des lotissements concernée, dans un délai ne dépassant pas sept jours à compter de la date de réception du dossier et doit être accompagné en cas d'avis favorable d'un exemplaire du dossier visé portant la mention « avis favorable » ou « avis favorable sous réserve ».

Article 6.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 16 septembre 2013.

Le ministre de l'intérieur

Lotfi Ben Jeddou

Vu

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 septembre 2013, fixant la composition de l'équipe de sécurité, ses attributions, les conditions de sa mise en place dans les bâtiments ainsi que les conditions devant être remplies par les individus habilités à en faire partie.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 93-121 du 27 décembre 1993, portant création de l'office national de la protection civile,

Vu le code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments promulgué par la loi n° 2009-11 du 2 mars 2009 et notamment son article 10,

Vu le décret n° 2000-1989 du 12 septembre 2000, fixant les catégories d'entreprises tenues de désigner un responsable de sécurité au travail et les conditions devant être remplies par celui-ci,

Vu le décret n° 2007-247 du 15 août 2007, fixant l'organigramme de l'office national de la protection civile,

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 16 avril 1996, fixant les modalités de la demande des interventions, opérations et prestations effectuées par l'office national de la protection civile au profit des entreprises publiques et des personnes privées,

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local et du ministre des finances du 1^{er} décembre 2003, fixant les redevances des interventions, opérations et prestations particulières payantes que l'office national de la protection civile assure au profit des entreprises publiques et des personnes privées.

Arrête :

Article premier.- Le présent arrêté fixe la composition de l'équipe de sécurité qui doit être mise en place dans les bâtiments recevant du public à l'exception de la catégorie n° 5, dans les bâtiments à hauteur élevée et dans les bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubre ou incommode, et définit ses attributions, les conditions de sa mise en place dans les bâtiments ainsi que les conditions devant être remplies par les individus habilités à en faire partie.

Article 2.- L'équipe de sécurité est composée de :

- * Responsable de la sécurité du bâtiment.
- * Chefs d'équipe de sécurité.
- * Agents de sécurité.

Le nombre des personnes composant l'équipe de sécurité est déterminé conformément aux prescriptions du règlement de sécurité propre à chaque type de bâtiment.

Article 3.- Le responsable de sécurité assure notamment les missions suivantes :

- * Le management du service de sécurité dans le bâtiment.
- * L'assistance et le conseil de l'exploitant du bâtiment en matière de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.
- * Le suivi de la réalisation des obligations en matière de contrôle technique et d'entretien périodique.
- * L'encadrement des chefs d'équipe de sécurité.
- * L'assistance et l'accompagnement de tous contrôleurs administratifs pendant leur visite au bâtiment.
- * La tenue du registre de sécurité.

Article 4.- Le chef d'équipe de sécurité assure notamment les missions suivantes :

- * L'encadrement et le commandement des agents de sécurité dans leurs missions.
- * La sensibilisation des agents de sécurité et des employés en matière de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.

- * Veiller au respect des règles de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.
- * La définition des moyens de secours et de lutte contre l'incendie disponible dans le bâtiment aux agents de sécurité.
- * L'information de l'exploitant du bâtiment de tout ce qui est susceptible de menacer la sécurité des personnes et des biens.

Article 5.- Les agents de sécurité assurent notamment les missions suivantes :

- * La sensibilisation des occupants du bâtiment en matière de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.
- * Le contrôle du bon fonctionnement des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.
- * La réalisation de ronde de contrôle périodique à tous les locaux du bâtiment pour prévenir et déceler les sources probables d'incendie.
- * L'alerte des services de la protection civile, en cas de nécessité, et l'accueil des équipes secours.
- * L'évacuation des personnes.
- * L'assistance et le secours.
- * L'intervention précoce face aux incendies.

Article 6.- Aucune personne ne peut appartenir à l'équipe de sécurité si elle ne remplit pas les conditions suivantes :

- * Etre connu pour sa bonne conduite.
- * Jouir de ses droits civiques et ne pas avoir été condamné, en vertu d'un jugement définitif, pour un crime ou un délit, sauf pour les délits non intentionnels, et ce, sur la foi du bulletin n° 3.
- * Avoir atteint au moins l'âge de 18 ans.
- * Avoir l'aptitude physique, mentale et psychique requise pour l'exercice de l'activité.
- * Ayant accompli, avec succès, au moins la neuvième année de l'enseignement de base ou justifiant un niveau équivalent.

L'aptitude physique mentionnée au 4^{ème} point du présent article doit être attestée par un certificat médical renouvelable tous les ans.

Article 7.- Aucune personne ne peut appartenir à l'équipe de sécurité sans avoir suivi un cycle de formation auprès des services de la protection civile dans la spécialité des équipes de première intervention et dans les spécialités suivantes:

- * La prévention 2^{ème} degré, pour le responsable de sécurité.
- * La prévention 1^{er} degré, pour le chef d'équipe de sécurité.
- * Les maîtres-nageurs, pour les agents de sécurité des établissements concernés par les noyades.

Article 8.- Ne sont pas soumis à la condition de la participation aux cycles de formation prévus à l'articles 7 du présent arrêté :

- * Les personnes ayant exercé la fonction d'agent de la protection civile pendant au moins 5 ans pour les agents de sécurité.
- * Les personnes ayant exercé la fonction d'officier de la protection civile pendant au moins 3 ans pour le chef d'équipe de sécurité et pour le responsable de sécurité.

Article 9.- L'exploitant du bâtiment doit transmettre aux services de la protection civile une liste nominative des membres de l'équipe de sécurité accompagnée pour chacun d'eux des pièces suivantes :

- * Une copie de la carte d'identité nationale.
- * Un bulletin n° 3 délivré depuis moins de 6 mois.
- * Les attestations justifiant la participation aux cycles de formation exigés par le présent arrêté ou un document justifiant l'exercice de la fonction d'officier ou d'agent de la protection civile.
- * Un certificat médical récent.
- * Une copie certifiée conforme à l'original du contrat du travail conclut avec l'établissement employeur portant les signatures légalisées des deux parties.
- * Un engagement sur l'honneur par lequel l'exploitant du bâtiment déclare consacrer l'employer entièrement à l'exercice des activités découlant de ses attributions au sein de l'équipe de sécurité.

Article 10.- Une seule équipe de sécurité doit être mise en place pour le bâtiment du même établissement avec tous ces locaux et annexes.

Article 11.- En cas de changement de l'un des membres de l'équipe de sécurité, l'exploitant du bâtiment doit transmettre aux services de la protection civile une liste nominative mise à jour conformément aux exigences de l'article 9 du présent arrêté.

Article 12.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 16 septembre 2013.

Le ministre de l'intérieur

Lotfi Ben Jeddou

Vu

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 septembre 2013, portant définition des pièces constitutives du dossier de sécurité joint au dossier de la demande de permis de bâtir pour les bâtiments régis par les dispositions du code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments et les procédures d'approbation de son contenu par les services de la protection civile.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu le code du travail promulgué par la loi n° 66-27 du 30 avril 1966, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment ses articles 311 et 312,

Vu la loi n° 93-121 du 27 décembre 1993, portant création de l'office national de la protection civile,

Vu la loi n° 94-9 du 31 janvier 1994, relative à la responsabilité et au contrôle technique dans le domaine de la construction,

Vu le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme promulgué par la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994, tel que modifié et complété et notamment par la loi n° 2009-29 du 9 juin 2009,

Vu le code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments promulgué par la loi n° 2009-11 du 2 mars 2009 et notamment son article 6,

Vu le décret n° 2006-2687 du 9 octobre 2006, relative aux procédures d'ouverture et d'exploitation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu le décret n° 2007-247 du 15 août 2007, fixant l'organigramme de l'office national de la protection civile,

Vu l'arrêté de la ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire du 17 avril 2007, fixant la composition et les modalités de fonctionnement des commissions techniques des permis de bâtir,

Vu l'arrêté de la ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire du 17 avril 2007, portant définition des pièces constitutives du dossier de permis de bâtir, des délais de validité et prorogation et des conditions de son renouvellement.

Arrête :

Article premier.- Le présent arrêté définit les pièces constitutives du dossier de sécurité à joindre au dossier de la demande du permis de bâtir pour les bâtiments à usage d'habitation à l'exception du 1^{er} et du 2^{ème} type, les bâtiments recevant du public, les immeubles à hauteur élevée et les bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et les procédures d'approbation de son contenu par les services de la protection civile.

Article 2.- Le dossier de sécurité doit comporter les documents suivants :

A. Pour les bâtiments à usage d'habitation, les bâtiments recevant du public et pour les immeubles à hauteur élevée :

- 1) Un plan de situation du bâtiment schématisé, le cas échéant, sur un extrait du plan d'aménagement urbain de la zone.
- 2) Un plan de masse à l'échelle 1/500 ou une échelle supérieure portant toutes les indications concernant l'orientation, les limites et les dimensions de la parcelle du terrain réservée à l'édification du bâtiment, le lieu d'implantation des constructions projetées ou existante à maintenir, à démolir ou à réaménager et celui des constructions voisines et leur hauteur.
- 3) Un plan fixant notamment les lieux d'implantation des parcs de stationnement, le tracé des voies des aires et des passages de circulation et les issues de secours à l'échelle 1/200 ou à une échelle supérieure.
- 4) Les vues en plan des différents niveaux et les plans de coupe cotés ainsi que les façades à l'échelle 1/100 ou à une échelle supérieure.

5) Une étude de sécurité comportant une description générale du bâtiment et fixant les mesures et les moyens de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, conformément aux règlements de sécurité relative au type du bâtiment et aux activités y exercées et une analyse détaillée au moins des éléments suivants :

- * Type et catégorie.
- * Implantation.
- * Conception et construction.
- * Isolement par rapport aux bâtiments voisins.
- * Dégagements et issues de secours.
- * Aménagement intérieur.
- * Electricité, éclairage et éclairage de sécurité.
- * Ventilation et désenfumage.
- * Climatisation et chauffage.
- * Risques spéciaux.
- * Moyens de sécurité.
- * Equipements de secours et de lutte contre l'incendie.

Les plans cités aux numéros 2, 3 et 4 du paragraphe A du présent article doivent comporter toutes les indications utiles pour identifier toutes les composantes du bâtiment et l'affectation de ses différents locaux et l'implantation des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Les pièces citées aux numéros 1, 2, 3, 4 et 5 du paragraphe A du présent article doivent être visées par un organisme de contrôle technique agréé par les autorités compétentes, et accompagnées de l'avis écrit de ce dernier concernant l'application des règlements de sécurité et le respect des normes techniques en vigueur, et ce pour les bâtiments à usage d'habitation et les bâtiments recevant du public de 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégorie et pour les immeubles à hauteur élevée.

B. Pour les bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes :

- 1) Une copie de l'arrêté d'autorisation d'ouverture d'un établissement classé.

- 2) Une copie du résumé non technique de l'étude de dangers du projet.
- 3) Un plan de situation à l'échelle 1/1000 indiquant les abords de l'établissement et sur lequel seront indiqués tous les bâtiments avec leur affectation ainsi que les voies de chemin de fer, les voies publiques, les points d'eau, les canaux et cours d'eau et les bâtiments à usage d'habitation ou recevant du public et notamment les hôpitaux, les écoles, les gares, les dépôts, les aéroports et les ports.
- 4) Un plan à l'échelle 1/100 comportant toutes les indications utiles pour identifier toutes les composantes du bâtiment et l'affectation de ses différents locaux.
- 5) Un plan à l'échelle 1/200 indiquant les lieux d'emplacement des machines, des équipements, des réservoirs, des installations de toutes natures, des équipements de sécurité, des moyens de lutte contre l'incendie et des issues de secours, des moyens de premier secours et d'une manière générale de tous les moyens nécessaires à la production.

Le dossier de sécurité des bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la troisième catégorie ne comporte pas les documents prévus aux numéros 2, 3 et 4 du paragraphe B du présent article.

Article 3.- Le dossier de sécurité doit être joint en quatre exemplaires au dossier de la demande du permis de bâtir à soumettre auprès de la commission technique communale ou de la commission technique régionale des permis de bâtir conformément à la législation en vigueur.

Trois exemplaires de l'étude de sécurité sont transmis à la direction régionale de la protection civile ou à la brigade de la protection civile dans la circonscription territoriale de laquelle se situe le projet du bâtiment avant de soumettre le dossier de la demande des permis de bâtir à la commission technique des permis de bâtir compétente.

Article 4.- Les services de la protection civile procèdent aux constats nécessaires sur le lieu du projet du bâtiment et à l'étude des dossiers et y émettent soit un avis favorable ou favorable sous réserve soit un avis défavorable motivé.

Article 5.- L'avis des services de la protection civile, concernant le dossier de sécurité, est notifié à la commission technique des permis de bâtir concernée, dans un délai de dix jours à compter de la date de réception du dossier, et doit être accompagné en cas d'avis favorable d'un exemplaire du dossier visé portant la mention « avis favorable » ou « avis favorable sous réserve ».

Article 6.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 16 septembre 2013.

Le ministre de l'intérieur

Lotfi Ben Jeddou

Vu

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 septembre 2013, fixant le contenu et la forme du registre de sécurité.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 93-121 du 27 décembre 1993, portant création de l'office national de la protection civile,

Vu le code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments, promulgué par la loi n° 2009-11 du 2 mars 2009 et notamment son article 8,

Vu le décret n° 2007-247 du 15 août 2007, fixant l'organigramme de l'office national de la protection civile.

Arrête :

Article premier.- Le présent arrêté fixe le contenu et la forme du registre de sécurité conformément au modèle y annexé⁽¹⁾.

Article 2.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 16 septembre 2013.

Le ministre de l'intérieur

Lotfi Ben Jeddou

Vu

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

(1) L'annexe est publiée uniquement en langue arabe.

Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 septembre 2013, fixant les documents constituant le dossier d'obtention de l'attestation de prévention ou de son renouvellement ainsi que le modèle de ladite attestation et du livre y réservé.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu le code du travail promulgué par la loi n° 66-27 du 30 avril 1966, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret-loi n° 2011- 51 du 6 juin 2011 et notamment son chapitre 6,

Vu la loi n° 93-121 du 27 décembre 1993, portant création de l'office national de la protection civile,

Vu le code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments promulgué par la loi n° 2009-11 du 2 mars 2009 et notamment son article 54,

Vu le décret n° 2004-1876 du 11 août 2004, relatif à la conformité des locaux et à l'attestation de prévention,

Vu le décret n° 2006-2687 du 9 octobre 2006, relatif aux procédures d'ouverture et d'exploitation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu le décret n° 2007-247 du 15 août 2007, fixant l'organigramme de l'office national de la protection civile,

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 17 août 2004, portant détermination des conditions et modalités de délivrance de l'attestation de prévention, tel que modifié par l'arrêté du 7 juillet 2006,

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises du 15 novembre 2005, fixant la nomenclature des établissements dangereux, insalubre ou incommode, tel que

modifié et complété par l'arrêté du ministre de l'industrie et de la technologie du 23 février 2010,

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre des finances du 16 septembre 2013, fixant le montant de la redevance sujette à la délivrance de l'attestation de prévention,

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur du 16 septembre 2013, fixant le contenu du plan d'intervention interne.

Arrête :

Article premier.- Le présent arrêté définit les documents constituant le dossier d'obtention de l'attestation de prévention ou de son renouvellement ainsi que le modèle de ladite attestation et le livre y réservé.

Article 2.- Pour l'obtention de l'attestation de prévention, l'exploitant du bâtiment doit soumettre un dossier auprès du siège de la direction régionale de la protection civile ou du siège de la brigade de la protection civile dans la circonscription territoriale de laquelle se situe le bâtiment, contre récépissé.

Article 3.- Le dossier de la demande d'obtention de l'attestation de prévention comporte les documents suivants :

1. Une fiche de renseignements, à retirer du siège de la direction régionale de la protection civile ou du siège de la brigade de la protection civile concernée, conformément au modèle n° 1 annexé au présent arrêté⁽¹⁾.
2. Une copie de la carte d'identité nationale du requérant de l'attestation s'il est une personne physique ou du représentant légal s'il s'agit d'une personne morale.
3. Un extrait de la publication légale dans le Journal Officiel de la République Tunisienne pour la constitution de la personne morale.
4. La justification de la qualité au titre de laquelle le requérant jouit du bâtiment.
5. Un croquis indicatif de l'implantation, des accès et des parties du bâtiment ou une pièce en tenant lieu.

(1) L'annexe est publiée uniquement en langue arabe.

6. Un récépissé de versement de la redevance exigible, conformément au modèle n° 2 annexé au présent arrêté⁽¹⁾, au moment de l'obtention de l'attestation de prévention des services de la protection civile.

Article 4.- Le dossier de l'obtention de l'attestation de prévention pour les bâtiments à usage d'habitation des types 3 et 4 ne comporte pas le document indiqué au numéro 4 du premier paragraphe de l'article 3.

Est ajoutée au dossier de l'obtention de l'attestation de prévention, pour les bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, une copie de l'arrêté de l'autorisation d'ouverture de l'entreprise classée concernée.

Article 5.- En cas de renouvellement de l'attestation de prévention, le dossier à présenter à la direction régionale de la protection civile ou à la brigade de la protection civile dans la circonscription territoriale de laquelle se situe le bâtiment, comporte les documents suivant :

- * Une fiche de renseignements à retirer du siège de la direction régionale de la protection civile ou du siège de la brigade de la protection civile concernée, conformément au modèle n° 1 annexé au présent arrêté⁽¹⁾.
- * Une copie de l'attestation de prévention dont le renouvellement est requis.
- * Un récépissé de versement de la redevance exigible, conformément au modèle n° 2 annexé au présent arrêté⁽¹⁾, au moment de l'obtention de l'attestation de prévention des services de la protection civile.

Article 6.- Le dossier de l'obtention de l'attestation de prévention et le dossier de son renouvellement ne comportent pas pour les bâtiments exploités par l'Etat, les établissements publics à caractère administratif et les collectivités locales le récépissé de versement de la redevance exigible au titre de la délivrance de l'attestation de prévention.

(1) Les annexes sont publiées uniquement en langue arabe.

Article 7.- Les services de la protection civile tiennent un registre coté et paraphé par le juge cantonal territorialement compétent, où seront mentionnées les opérations de délivrance des attestations de prévention conformément au modèle n° 3 annexé au présent arrêté⁽¹⁾.

Article 8.- Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires aux dispositions du présent arrêté et notamment l'arrêté du 17 août 2004 sus-indiqué.

Article 9.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 16 septembre 2013.

Le ministre de l'intérieur

Lotfi Ben Jeddou

Vu

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

(1) L'annexe est publiée uniquement en langue arabe.

**Arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre des finances
du 25 septembre 2013, fixant le montant de la redevance
exigible à la délivrance de l'attestation de prévention.**

Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 93-121 du 27 décembre 1993, portant création de l'office national de la protection civile,

Vu le code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments promulgué par la loi n° 2009-11 du 2 mars 2009 et notamment son article 55,

Vu le décret n° 94-568 du 15 mars 1994, relatif à l'organisation administrative et financière et aux modalités de fonctionnement de l'office national de la protection civile,

Vu le décret n° 2007-247 du 15 août 2007, fixant l'organigramme de l'office national de la protection civile.

Arrêtent :

Article premier. - Le montant de la redevance exigible au profit des services de la protection civile au titre de la délivrance de l'attestation de prévention, est fixé conformément au tableau suivant :

Bâtiments	Type/Catégorie	Montant de la redevance (en Dinars)
Bâtiments à usage d'habitation	Troisième type	20
	Quatrième type	20

Bâtiments	Type/Catégorie	Montant de la redevance (en Dinars)
Bâtiments recevant du public	Première catégorie	100
	Deuxième catégorie	50
	Troisième catégorie	50
	Quatrième catégorie	20
	Cinquième catégorie	
Bâtiments à hauteur élevée	Premier type	50
	Deuxième type	100
	Troisième type	50
	Quatrième type	50
	Cinquième type	50
	Sixième type	50
	Septième type	100
Bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.	Première catégorie	150
	Deuxième catégorie	100
	Troisième catégorie	20

Article 2.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 septembre 2013.

Le ministre de l'intérieur

Lotfi Ben Jeddou

Le ministre de finances

Elyes Fakhfekh

Vu

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

Arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du développement durable du 28 mars 2014, fixant les cas et procédures d'avis aux services de la protection civile des travaux non soumis au permis de bâtir.

Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du développement durable,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2014-3 du 3 février 2014 et la loi organique n° 2014-4 du 5 février 2014,

Vu la loi n° 93-121 du 27 décembre 1993, portant création de l'office national de la protection civile,

Vu le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme promulgué par la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2009-29 du 9 juin 2009,

Vu le code de la sécurité et de la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique dans les bâtiments, promulgué par la loi n° 2009-11 du 2 mars 2009 et notamment son article 7,

Vu le décret n° 2007-247 du 15 août 2007, fixant l'organigramme de l'office national de la protection civile,

Vu le décret n° 2014-413 du 3 février 2014, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement et de l'habitat du 10 août 1995, fixant la liste des travaux visant à apporter des modifications ou des réparations normales et nécessaires à une construction existante, non soumis au permis de bâtir.

Arrêtent :

Article premier.- Le présent arrêté définit les cas et les procédures d'avis aux services de la protection civile, des travaux ne nécessitant pas l'obtention d'un permis de bâtir selon la législation en vigueur, et qui sont de nature à être soumis aux mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique.

Article 2.- Les travaux, ne nécessitant pas l'obtention d'un permis de bâtir, et qui sont de nature à être soumis aux mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique, sont définis comme suit :

- 1) Travaux visant à apporter des modifications à une construction existante, consistant à :
 - l'installation des équipements de chauffage central.
 - la pose d'installations électriques à l'intérieur des constructions ou dans les jardins,
 - la pose des conduites de gaz à l'intérieur des constructions ou dans les jardins.
- 2) Travaux visant à apporter des réparations à une construction existante, consistant à :
 - la réfection des planchers,
 - la réfection des sols et des revêtements muraux,
 - la réfection des installations électriques,
 - la réfection des installations de gaz.

Article 3.- Les propriétaires des bâtiments à usage d'habitation ou recevant du public, des immeubles à hauteur élevée et des bâtiments abritant des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, doivent avant d'entamer l'un des travaux cités à l'article 2 du présent arrêté, déposer un dossier contre récépissé auprès des services de la protection civile dans la circonscription territoriale desquels se situe le bâtiment, contenant les pièces suivantes :

une fiche de renseignement à retirer du siège de la direction régionale de la protection civile ou du siège de la brigade de la protection civile concernée, conformément au modèle annexé au présent arrêté⁽¹⁾,

(1) Le modèle de la fiche de renseignement est publié en version arabe.

- une copie de la carte d'identité nationale du propriétaire du bâtiment s'il est une personne physique ou du représentant légal s'il s'agit d'une personne morale,

- un extrait de la publication légale au Journal Officiel de la République Tunisienne des statuts de la personne morale.

Article 4.- Les services de la protection civile, territorialement compétents, examinent le dossier des travaux et procèdent à une visite de constat de la construction dans un délai n'excédant pas quinze jours à compter de la date de dépôt de la demande.

Les agents de la protection civile dressent, à l'issue de la visite, un rapport contenant les conclusions du constat et mentionnant les mesures de sécurité et de prévention des risques d'incendie, d'explosion et de panique auxquelles il faut s'en tenir pendant la phase de réalisation des travaux et la phase d'exploitation du bâtiment.

Une copie du rapport de constat est remise au propriétaire du bâtiment dans un délai n'excédant pas une semaine à compter de la date de la visite de constat.

Article 5.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 mars 2014.

Le ministre de l'intérieur

Lotfi Ben Jeddou

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement du territoire
et du développement durable*

Hedi Larbi

Vu

Le Chef du Gouvernement

Mehdi Jomaa